

# Établissement Français du Sang Direction générale Région Nouvelle-Aquitaine

## REHABILITATION DU LABO IH-DEL Du site BORDEAUX PELLEGRIN

DCE ind A

Lot 00 : Cahier des Prescriptions Techniques Communes



Maitre d'ouvrage

Maitrise d'œuvre

**ETABLISSEMENT  
FRANÇAIS DU  
SANG**

Enora Park-Bâtiment 4  
198 avenue du Haut  
Lévêque CS 20020  
33615 PESSAC CEDEX

**Architecte  
mandataire**

**CABINET ROZEN**  
51 avenue des Vosges  
67000 STRASBOURG  
+33 388 379 998

**BET  
(Cotraitant)**

**FAURE QEI**  
20 rue Massenet  
38400 Saint  
Martin d'Heres  
+33 476 928 100

**OPC  
(Cotraitant)**

161 chemin de Couhins  
F-33140  
VILLENAVE-D'ORNON  
GSM +33 6 72 93 70 54

**Géomètre Expert  
(Cotraitant)**

245 avenue Louis  
Barthou  
F-33200 BORDEAUX  
Tél : +33 5 56 08 59 22

### REVISION DU DOCUMENT

Indice	Date	Pages	Objet	Établi	Contrôlé	Approuvé
				Nom - Visa	Nom - Visa	Nom - Visa
A	14/10/2024	Toutes	Version initiale	P. LABROT	P. LABROT	P. LABROT
B	12/11/2024	6 pages	modifs	P. LABROT	P. LABROT	P. LABROT

### APPROBATION CLIENT

Nom	Date	Visa	

## SOMMAIRE

---

1	CPTC .....	6
1.1	CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES COMMUNES .....	6
1.1.1	GENERALITES .....	6
1.1.1.1	Objet du C.P.T.C .....	6
1.1.1.2	Description sommaire de l'ouvrage.....	6
1.1.1.3	Application du C.C.T.P .....	6
1.1.1.4	Décomposition en lots.....	7
1.1.1.5	Lecture et étude du DPGF .....	7
1.1.1.6	Un bordereau quantitatif (DPGF) est joint au Dossier de Consultations et servira de guide à la remise de prix des entrepreneurs. ....	7
1.1.1.7	Maitrise d'oeuvre.....	8
1.1.1.8	Contrôle technique .....	9
1.1.1.9	Coordination SPS.....	9
1.1.1.10	Dossier de plans et documents techniques.....	9
1.2	TEXTES REGLEMENTAIRES ET NORMES .....	10
1.2.1	LES REGLES DE L'ART.....	10
1.2.1.1	Qualité des matériaux .....	10
1.2.1.2	Documents techniques unifiés .....	10
1.2.1.3	Les cahiers des clauses techniques générales .....	10
1.2.2	LES NORMES FRANÇAISES .....	11
1.2.2.1	Les normes avec ou sans estampilles .....	11
1.2.3	LES CODES ET REGLEMENTS .....	11
1.2.3.1	Codes et règlements .....	11
1.2.4	DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS .....	12
1.2.4.1	Prescriptions techniques réglementaires.....	12
1.3	REGLEMENTATIONS .....	12
1.3.1	GENERALITES .....	12
1.3.2	REGLEMENTS ET DECRETS.....	12
1.3.3	DOCUMENTS TECHNIQUES UNIFIES D.T.U.....	13
1.3.4	NORMES FRANÇAISES .....	13
1.3.5	AUTRES PUBLICATIONS .....	13
1.3.6	SECURITE INCENDIE .....	13
1.3.7	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE SUR LES CHANTIERS .....	14
1.3.8	SECURITE DES OUVRIERS LORS DES TRAVAUX DE TERRASSEMENT .....	14
1.3.9	SECURITE DES OUVRIERS CONTRE LES CHUTES .....	14
1.3.10	PROTECTION DES TRAVAILLEURS CONTRE LES RISQUES LIES A L'AMIANTE .....	14
1.4	ETABLISSEMENT DU PROJET.....	14

1.4.1	CONNAISSANCE DES LIEUX.....	15
1.4.2	CONNAISSANCE DU PROJET .....	15
1.4.3	CONFIDENTIALITE.....	15
1.4.4	ETUDES ET NOTES DE CALCULS .....	16
1.4.5	PLANS DE RECOLLEMENT ET DE SYNTHESE.....	16
1.4.6	RACCORDEMENT AUX RESEAUX PUBLICS.....	19
1.4.7	RESEAUX EXISTANTS .....	19
1.5	FOURNITURES.....	19
1.5.1	PROVENANCE ET QUALITE DES MATERIAUX ET MATERIELS.....	19
1.5.2	PROTOTYPES D'OUVRAGES ET ECHANTILLONS - REFERENCES .....	21
1.5.3	CONTROLES ET ESSAIS .....	21
1.5.4	GARANTIES .....	22
1.6	TRAVAUX PREALABLES .....	22
1.6.1	RACCORDEMENTS ET ORGANISATION DE CHANTIER.....	22
1.6.2	GARDIENNAGE DU CHANTIER.....	22
1.6.3	INSTALLATIONS COMMUNES DE SECURITE ET D'HYGIENE.....	23
1.6.4	PANNEAU DE CHANTIER.....	23
1.6.5	BUREAU DE CHANTIER.....	23
1.6.6	SANITAIRES DE CHANTIER .....	23
1.6.7	VOIRIE DE CHANTIER.....	23
1.6.8	ZONE DE TRI .....	24
1.6.9	BRANCHEMENT EAU .....	24
1.6.10	BRANCHEMENT ELECTRIQUE .....	24
1.6.11	GARDIENNAGE DU CHANTIER.....	24
1.7	CONDITIONS D'EXECUTION.....	24
1.7.1	CONDITIONS GENERALES .....	24
1.7.2	FEUILLURES – RESERVATIONS - INCORPORATIONS.....	25
1.7.3	SCELLEMENTS REBOUCHAGES – CALFEUTREMENTS RACCORDS SCELLEMENTS.....	26
1.7.4	CALFEUTREMENTS.....	26
1.7.5	RACCORDS - FINITIONS.....	26
1.7.6	ISOLATION.....	27
1.7.7	LIMITE DES PRESTATIONS .....	27
1.7.8	TRACES ET IMPLANTATION - TRAITS DE NIVEAUX .....	27
1.7.9	VERIFICATION DES COTES .....	27
1.7.10	PROTECTION DES OUVRAGES.....	28
1.7.11	ACCES AU CHANTIER .....	28
1.7.12	DECHARGEMENT ET MONTAGE DES MATERIAUX .....	28
1.7.13	RESPONSABILITE VIS A VIS DES TIERS .....	28
1.7.14	APPROVISIONNMENT – STOCKAGE DES MATERIAUX .....	29
1.7.15	SECURITE SUR LE CHANTIER .....	29

1.7.16	TRAITEMENT DES DECHETS DE CHANTIER .....	29
1.8	NETTOYAGE DE CHANTIER .....	30
1.8.1	OBJET .....	30
1.8.2	NETTOYAGE AVANT RECEPTION.....	30
1.9	RENDEZ-VOUS DE CHANTIER .....	31
1.9.1	REUNIONS DE CHANTIER .....	31
1.9.2	REUNION DE MAITRISE D'OUVRAGE.....	31
1.10	ANNEXE 1 - DECHETS DE CHANTIER .....	32
1.10.1	TEXTES LEGISLATIFS - REGLEMENTATION.....	32
1.10.2	AUTRES TEXTES OFFICIELS CONCERNANT LES DECHETS .....	32
1.10.3	PRESCRIPTIONS ESSENTIELLES CONCERNANT LES DECHETS DE CHANTIER .....	33
1.10.4	ÉLIMINATION DES DECHETS DE CHANTIER APRES TRI.....	34
1.10.5	RESPONSABILITES - IMPUTATION DES FRAIS .....	35

## 1.1 CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES COMMUNES

### 1.1.1 GENERALITES

#### 1.1.1.1 Objet du C.P.T.C

Le présent Cahier des Prescriptions Techniques Communes (C.P.T.C.) définit les prescriptions générales techniques communes à tous les corps d'état intervenant pour la réalisation de l'ouvrage défini à l'article 1.2

#### 1.1.1.2 Description sommaire de l'ouvrage

Réhabilitation des laboratoires et bureaux du RDC du site Bordeaux Pellegrin sis à  
EFS Pellegrin  
Place Amélie Raba Léon 33035 Bordeaux

#### 1.1.1.3 Application du C.C.T.P

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) est constitué par le présent Cahier des Prescriptions Techniques Communes (C.P.T.C) et les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) propres à chaque lot qui subdivisent l'opération sus visée ; l'expression "Cahier des Clauses Techniques Particulières" implique l'application sans restriction du présent C.P.T.C. sans qu'il soit nécessaire d'y faire référence et son application ne peut être dissociée du dossier de plans et documents auxquels font référence les pièces contractuelles.

En cas de contradiction entre les prescriptions du C.C.T.P. relatif à l'un des lots, ce sont celles de ce dernier document qui prévalent.

Les différents C.C.T.P. précisent essentiellement les performances minimales attendues des ouvrages dont la réalisation fait l'objet du Marché et dont l'obtention constitue la condition essentielle de la commande passée à l'Entrepreneur.

Par ailleurs, ils précisent ou complètent les prescriptions du présent document, étant entendu que celles-ci sont des prescriptions minimales au-dessous desquelles aucune dérogation ne sera admise, sauf stipulation explicite avec référence du texte auquel il est dérogé.

Les prescriptions techniques communes du présent document et les prescriptions techniques particulières des différents lots donnent une prescription aussi complète que possible des travaux à exécuter, dans le but de permettre aux Entrepreneurs d'interpréter les plans, de préciser la nature des matériaux à employer et de connaître les particularités de fabrication et de mise en œuvre.

Ces prescriptions ne peuvent prétendre à une description complète et parfaite des travaux et il convient de souligner que cette description des travaux n'a pas un caractère limitatif.

L'Entrepreneur doit exécuter, sans exception ni réserve, tous les travaux de sa profession et donc inclure dans son Marché, non seulement les travaux et fournitures décrits dans ces documents mais encore ceux qui auraient pu échapper aux détails de la description et qui sont indispensables pour le complet achèvement des ouvrages, suivant les plans et C.C.T.P. remis et les règles de l'Art.

Chaque Entrepreneur suppléera par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être mal indiqués ou omis dans les Cahiers des Clauses Techniques et les plans.

De même, les travaux prévus aux pièces écrites et chiffrées du Marché et ne figurant pas dans les plans, sont dus par l'Entrepreneur et compris dans le prix forfaitaire et ipso facto, il ne pourra prétendre à une modification intrinsèque de la nature des ouvrages.

Sauf spécifications contraires définies dans les localisations des C.C.T.P., les prestations énumérées s'appliquent à tout local ou ouvrage ayant la même destination.

Elles sont de ce fait incluses, sans réserve ni limite dans le prix global et forfaitaire convenu. L'Entrepreneur doit signaler dans son offre toutes précisions complémentaires à apporter au présent document.

En conséquence, l'Entrepreneur ne peut jamais arguer des erreurs ou omissions aux plans et pièces écrites pour se dispenser d'exécuter tous les travaux de son corps d'état ou pour demander une indemnité.

L'Entrepreneur doit, avant de soumissionner, se rendre compte personnellement et sur place, de l'état des lieux, des conditions et difficultés d'accès, d'approvisionnement et de toutes sujétions générales et propres aux travaux pour lesquels il soumissionne.

Tous les frais en découlant sont à la charge de l'Entrepreneur.

#### 1.1.1.4 Décomposition en lots

La consultation est lancée en Entreprises séparées.

Les travaux ont été décomposés en 11 lots :

**Lot N°00 - CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES COMMUNES**

**Lot N°01 – Génie civil/Démolitions/Fondations**

**Lot N°02 – Menuiserie Aluminium/Serrurerie/ Charpente métallique**

**Lot N°03 – Climatisation/Ventilation/Chauffage/Chambre froide/Passe plat**

**Lot N°04 – Electricité courant fort et courant faible/SSI**

**Lot N°05 – Cloisons/Isolation intérieure/Menuiserie intérieures/plafonds/Mobilier**

**Lot N°06 – Revêtement du sol**

**Lot N°07 – Paillasse et mobiliers**

**Lot N°08 – VRD Voiries et réseaux divers**

**Lot N°09- Peinture**

**Lot N°10- Désamiantage**

#### 1.1.1.5 Lecture et étude du DPGF

#### 1.1.1.6 Un bordereau quantitatif (DPGF) est joint au Dossier de Consultations et servira de guide à la remise de prix des entrepreneurs.

Ce bordereau quantitatif énumère les diverses unités d'œuvre employées dans la construction et spécifie la quantité nécessaire de chacune d'elles.

Les erreurs éventuelles de quantités portées sur cette décomposition et relevées après la remise de la soumission ne pourront en aucun cas conduire à une modification du prix global et forfaitaire porté sur cette dernière.

L'entrepreneur est donc tenu de vérifier ou de signaler toutes modifications de ces quantités avant la remise de prix, tout recours à postériori contre la Maîtrise d'œuvre étant exclu.

L'Entrepreneur devra IMPERATIVEMENT répondre sur le fichier DPGF joint au format Excel et format papier et transmettre en même temps que son offre le fichier au format Excel.

L'entrepreneur est réputé, avant la remise de son offre avoir apprécié toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité, en outre il doit contrôler toutes les indications du dossier de consultation, notamment des plans, des dessins et du CCTP.

L'entrepreneur ne pourra, s'il est chargé des travaux, se prévaloir de ces anomalies, erreurs ou omissions, pour justifier une augmentation du montant de son marché.

Il exécutera donc, comme faisant partie de son marché, tous les travaux ou fournitures accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages envisagés

#### 1.1.1.7 Maitrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée pour le compte du Maître d'Ouvrage par :

##### **L'Architecte, MANDATAIRE :**

CABINET ROZEN  
51 Avenue des Vosges  
67000 STRABOURG  
Tel : 06 86 07 63 42  
Email : [direction@rozen-architecte.com](mailto:direction@rozen-architecte.com)

##### **FAURE QEI BET Fluides, Co-traitant**

20 rue Massenet  
38400 St MARTIN D'HERE  
Tel : 04 76 92 81 00  
Email : [contact@faure-gei.atrrix.group](mailto:contact@faure-gei.atrrix.group)

##### **OPC, Co-traitant**

EMERSION Engineering  
161 chemin de Couhins  
F-33140  
VILLENAVE-D'ORNON  
Tél : +33 6 72 93 70 54  
Email : [alice.lafaille@emersion-engineering.com](mailto:alice.lafaille@emersion-engineering.com)

##### **GEOMETRE Expert, Co-traitant**

Cabinet Yann GUENOLE  
245 avenue Louis Barthou  
F-33200 BORDEAUX  
Tél : +33 5 56 08 59 22  
Email : [marcheprime.guenole@geometre-expert.fr](mailto:marcheprime.guenole@geometre-expert.fr)

Pour l'exercice de sa mission pendant la phase où se dérouleront les travaux de construction de l'ouvrage, le Maître d'Œuvre assurera les tâches suivantes (VISA, DET, AOR et missions complémentaires OPC et SYNT.)

- \_ Suivi des travaux
- \_ Contrôle qualité et conformité des travaux
- \_ Organisation et surveillance des contrôles effectués par des tiers
- \_ Contrôle général des travaux.

Le Maître d'œuvre n'a aucune délégation d'engagement de dépense de la part du Maître d'Ouvrage. Toute prestation réalisée par une Entreprise sans commande préalable du Maître d'Ouvrage, sera réputée faire partie intégrante du prix global et forfaitaire défini à l'article 2 de l'acte d'engagement.

En complément de l'article 5 de l'additif du C.C.A.P., il est précisé que l'Entrepreneur est tenu de faire approuver par le Maître d'œuvre les consistances et qualités des travaux réalisés sous la forme d'attachements, qui seront présentés en annexe au projet de décompte mensuel.

#### 1.1.1.8 Contrôle technique

Le contrôle technique sera assuré par :

**SOCOTEC**

Agence BORDEAUX  
Domaine du Millénium, 3 impasse Henry le Chatelier  
33692 MERIGNAC CEDEX  
Représenté par : Benjamin HUET  
Chargé d'affaires sécurité incendie et électricité  
Tel : +33 5 57 29 06 41/ +33 6 24 80 38 96

#### 1.1.1.9 Coordination SPS

La mission de Coordination SPS sera assurée par :

**BUREAU VERITAS**

Agence PESSAC  
Cœur Bersol-Bâtiment A  
30 avenue Gustave Eiffel  
33610 PESSAC  
Représenté par : Augustin BAS  
Coordinateur SPS  
Tél : +33 6 07 72 91 07

#### 1.1.1.10 Dossier de plans et documents techniques

Les plans et documents techniques constituant le D.C.E. relatifs au projet sont répertoriés dans la liste ci-après.

Certains plans de lots techniques ont été établis à partir de fonds de plans d'Architecte, parfois moins renseignés que les plans d'Architecte définitifs.

En conséquence, l'Entreprise, en ce qui concerne les lots techniques aura à consulter SYSTEMATIQUEMENT les plans d'Architecte qui seuls définissent les dispositions dites architecturales : volumes des locaux, implantation des divers ouvrages non prévus aux plans techniques.



## LISTE DES DOCUMENTS DU DOSSIER D.C.E.

L'intégralité du dossier D.C.E. dont la constitution est précisée dans le CCAP, est transmise par voie électronique selon les modalités définies au Règlement de Consultation.

La constitution, lot par lot, de chacun des dossiers de consultation des Entreprises est portée sur la grille de répartition des pièces, et ce pour des raisons de simplification.

Il appartient à l'Entreprise de vérifier que chacune des pièces qui lui est destinée figure bien dans le dossier téléchargé sur la plateforme dédiée. (Voir RC)

Elle est expressément réputée par ailleurs, avoir connaissance de toutes les pièces qu'elle peut examiner comme précisé ci-dessus, auprès du Maître de l'Ouvrage, pendant toute la durée de la consultation

## 1.2 TEXTES REGLEMENTAIRES ET NORMES

### 1.2.1 LES REGLES DE L'ART

#### 1.2.1.1 Qualité des matériaux

##### **Qualité des matériaux**

Sauf dérogations apportées par le Devis Descriptif, tous les matériaux sont de première qualité, mis en œuvre suivant les règles de l'Art.

L'Entrepreneur est tenu de produire, à la demande du Maître d'œuvre, toutes justifications sur la provenance et la qualité des matériaux.

La soumission de l'Entrepreneur doit prendre en compte toutes les redevances à des Brevets et il ne pourra y avoir de réclamation à ce sujet.

Dans le cadre du dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage, l'entrepreneur est tenu de transmettre au coordonnateur SPS toutes les documentations et fiches techniques des produits et matériaux mis en œuvre dans la construction de l'ouvrage. Ces documents doivent comporter les garanties, les fréquences, les méthodes d'entretien et d'intervention.

#### 1.2.1.2 Documents techniques unifiés

##### **D.T.U.**

L'entrepreneur, par le fait de soumissionner, devra se conformer aux textes des Documents Techniques Unifiés français.

Toutes dérogations devront faire l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre.

La valeur de ces textes sera la date de délivrance du permis de construire.

#### 1.2.1.3 Les cahiers des clauses techniques générales

##### **C.C.T.G**

L'entrepreneur devra respecter les fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales en vigueur au moment de la délivrance du permis de construire.

## 1.2.2 LES NORMES FRANÇAISES

### 1.2.2.1 Les normes avec ou sans estampilles

#### **Normes**

L'entrepreneur devra respecter les normes françaises pour l'exécution de ses ouvrages et chaque matériau faisant référence à une de ces normes devra être estampillé.

**Le respect des Bonnes Pratiques Sanguins Labiles et les bonnes pratiques ingénierie Tissus Cellulaires.**

## 1.2.3 LES CODES ET REGLEMENTS

### 1.2.3.1 Codes et règlements

#### **Règlements**

Les Codes et règlements à observer pour l'exécution des ouvrages, seront ceux normalement utilisés par la profession et plus particulièrement :

- \_ Le code de l'Urbanisme ;
- \_ Le code de la construction et de l'habitation ;
- \_ Les Normes Françaises (NF) et Européennes (EN) homologuée ;
- \_ Les Cahiers des Charges des DTU (Documents Techniques Unifiés) et de leurs additifs publiés par le CSTB avec les différentes mises à jour et annexes ;
- \_ Les Cahiers des Clauses Spéciales des DTU, Les règles des D.T.U. ;
- \_ Documents techniques COPREC n° 1 et n° 2 "Contrôle technique des ouvrages" publiés au supplément 82.51 Bis de Décembre 1982 du Moniteur ;
- \_ Les lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction ;
- \_ Le code du travail ;
- \_ Les règlements de sécurité ;
- \_ Les réglementations incendie ;
- \_ La note de sécurité.
- \_ Les prescriptions de la santé publique.
- \_ Le règlement sanitaire duquel relève la ville de BORDEAUX
- \_ Les avis des Bâtiments De France.
- \_ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés privés.
- \_ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics.

Pour tous les documents énoncés ci-dessus, il est retenu la dernière édition publiée à la date des pièces écrites du marché de travaux.

L'Entrepreneur est tenu de signaler au Maître d'œuvre toute contradiction entre les documents cités ci-dessus et le projet (plans, Devis Descriptifs, etc....).

Les procédés et matériaux non traditionnels, non régis par les documents de référence cités ci-dessus doivent obligatoirement, lorsque ceux-ci sont instruits et prononcés par un groupe spécialisé du CSTB, posséder un Avis Technique ou une ATEX ("Appréciation Technique d'Expérimentation" pour les produits récents).

## **1.2.4 DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS**

### **1.2.4.1 Prescriptions techniques réglementaires**

#### **Prescriptions techniques réglementaires.**

Les dispositions particulières à chacun des lots sont précisées dans leurs spécifications techniques respectives. Sauf disposition particulière indiquée dans le présent document, la conception, les calculs, la fabrication en usine, l'exécution sur chantier, la mise en œuvre et le réglage de l'ouvrage, la nature et la qualité des matériaux, la protection de l'ouvrage, la réception et les essais de tout ou partie de l'ouvrage sont, dans leur ensemble, conformes aux normes, règlements, prescriptions techniques et recommandations professionnelles en vigueur.

## **1.3 REGLEMENTATIONS**

### **1.3.1 GENERALITES**

L'entrepreneur chargé de l'exécution des travaux est tenu de respecter l'ensemble des documents législatifs et réglementaires comme énoncés au C.C.A.P., ainsi que les documents qui régissent techniquement les travaux de son corps d'état et de ceux qui sont directement liés aux siens.

Le C.C.T.P. rappelle les documents relatifs à certains ouvrages de manière à attirer l'attention de l'Entrepreneur sur quelques points particuliers, sans que ceux-ci soient limitatifs, l'Entrepreneur étant réputé connaître l'ensemble des textes concourant à l'établissement et à l'exécution du projet dans les règles de l'Art.

En conséquence, l'entrepreneur doit inclure dans son offre, toutes prestations et sujétions conformes aux règlements, normes et D.T.U. en vigueur à la date de remise de son offre comme précisé au C.C.A.P.

La liste des documents citée ci-après est complétée par les spécifications techniques propres à chaque corps d'état et n'est en aucun cas limitative.

### **1.3.2 REGLEMENTS ET DECRETS**

L'entrepreneur est toujours tenu de respecter, dans l'exécution de ses travaux ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, toutes les lois et textes réglementaires dans la mesure où ils concernent ses travaux, dont notamment les suivantes :

- Code civil ;
- Code de la construction et de l'habitation
- Code du travail ;
- Règlement national d'Urbanisme (RNU)
- Règlement sanitaire départemental et/ou national
- Réglementations sécurité incendie - textes relatifs à la sécurité et à la protection de la santé sur les chantiers - Réglementations acoustiques, dont NRA ;
- Législation concernant les conditions de travail et l'emploi de la main-d'œuvre textes relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement ;
- Textes concernant la limitation des bruits de chantier ;
- \_ Textes concernant les déchets de chantier ;
- \_ Législation concernant les travaux de désamiantage et tous autres textes réglementaires et législatifs ayant trait à la construction, à l'urbanisme, à la sécurité, etc.

### **1.3.3 DOCUMENTS TECHNIQUES UNIFIES D.T.U**

Sont applicables aux matériaux employés d'une part, à l'exécution des travaux, d'autre part, les prescriptions des Cahiers des Charges et des Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.), ainsi que les mémentos qui les accompagnent.

Les diverses règles de calculs éditées par le C.S.T.B. sont également applicables.

### **1.3.4 NORMES FRANÇAISES**

Les matériaux et leur mise en œuvre définis dans le C.C.T.P. doivent satisfaire aux dispositions édictées par les normes françaises (N.F. publiées par l'Association Française de normalisation A.F.N.O.R.) et homologuées par arrêté ministériel.

Pour tous les travaux d'électricité et le matériel électrique, il est fait application de toutes les normes établies par l'union techniques d'électricité (U.T.E.) en complément e celles édictées par l'A.F.N.O.R.

Les travaux sont notamment régis par la norme NFP 01.101 concernant "les dimensions de coordination des ouvrages et des éléments de construction".

#### **NOTA :**

En cas de discordance entre les différentes normes, celle de date la plus récente fait foi.

En cas de discordance entre les documents cités précédemment et ceux énumérés au présent paragraphe, les spécifications édictées par les D.T.U. et Normes Françaises priment sur toutes les autres.

### **1.3.5 AUTRES PUBLICATIONS**

#### **A – Avis techniques**

Les avis techniques instruits et prononcés par un groupe spécialisé de la commission ministérielle créée par l'arrêté du 02 Décembre 1969, compte tenu des réserves formulées par la commission technique de l'A.R.C.E.S.

Ceux-ci devront avoir obtenu une révision ou être encore en vigueur à la date présumée de réception, faute de quoi, les matériaux et matériels seraient refusés d'office.

Les dernières éditions de ces Avis Techniques seront les seules prises en considération.

#### **B. DOCUMENTS PUBLIES PAR LES ORGANISMES DIVERS**

Les Entrepreneurs doivent également se conformer aux documents édités par les divers organismes professionnels tels que chambres syndicales, mémentos professionnels, etc. ...

Néanmoins, ces documents ne peuvent en aucun cas déroger aux règlements, normes et D.T.U.

En cas de contradiction, ces derniers priment.

#### **C. PRESCRIPTIONS DES FABRICANTS**

L'Entrepreneur doit mettre en œuvre les matériaux conformément aux prescriptions des fabricants, telles que définies dans les Avis Techniques, documentation et notices techniques de ce dernier.

### **1.3.6 SECURITE INCENDIE**

#### **A – Avis techniques**

Les textes généraux applicables au bâtiment de Types :

\_ Relève du Code du Travail

### **1.3.7 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE SUR LES CHANTIERS**

Les chantiers sont soumis, en matière de sécurité et de protection de la santé, aux dispositions législatives en vigueur à ce sujet.

Les entrepreneurs seront contractuellement tenus de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordinateur concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers. Tous les frais en découlant pour les entrepreneurs sont contractuellement réputés compris dans le montant de leurs marchés.

A ce sujet, il est rappelé l'autorité du coordinateur sur le chantier : en cas de non-respect des règles définies au PGCSPPS et des PPSPS ne mettant pas en cause la vie d'autrui, le coordinateur pourra mettre en demeure l'entreprise de remédier aux manques constatés, copie sera transmise au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre. Dans le cas de non-mise en conformité dans le délai énoncé ci-dessus, le coordinateur en informera le maître d'ouvrage par écrit, qui statuera sur l'arrêt ou non de l'entreprise.

En cas de risque grave et immédiat, le coordinateur aura autorité pour arrêter une entreprise si les règles de sécurité définies dans le PGCSPPS, mettant en cause directement la vie des ouvriers, des usagers de la route ou des riverains, ne sont pas respectées.

Le coordinateur disposera alors d'un délai de vingt-quatre heures pour donner son feu vert de redémarrage des travaux après examen des mesures prises par l'entreprise.

Le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, les organismes associés (CARSAT, inspecteur du travail, OPPBTP) et le contrôle extérieur si nécessaire seront tenus informés immédiatement, ainsi que le responsable de l'entreprise par fax, de tout arrêt des travaux, précisant la date, l'heure et les raisons de cet arrêt. Dans ces deux cas, une mention sera effectuée dans le registre journal.

### **1.3.8 SECURITE DES OUVRIERS LORS DES TRAVAUX DE TERRASSEMENT**

SANS OBJET

### **1.3.9 SECURITE DES OUVRIERS CONTRE LES CHUTES**

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer, dans tous les cas, la protection contre les chutes du personnel amené à travailler ou à circuler sur la toiture, conformément à la réglementation en vigueur :

\_ Décret 65-48 du 8 janvier 1965 concernant l'exécution des dispositions du Livre II du Code du travail - Titre 111 ;

\_ DTU 43.3 - Annexe B.

Pour les toitures réalisées en matériaux fragiles notamment, l'entrepreneur devra également prendre toutes dispositions pour garantir le personnel contre les chutes à travers la toiture, conformément à la réglementation en vigueur : recommandation R 191 du 10 juin 1981 de la CNAM.

### **1.3.10 PROTECTION DES TRAVAILLEURS CONTRE LES RISQUES LIES A L'AMIANTE**

La protection sera traitée avant par le lot curage et /ou le désamiantage

## **1.4 ETABLISSEMENT DU PROJET**

Les plans de détails de fabrication et spécifications techniques détaillées sont à la charge des Entreprises à partir des documents figurant dans les dossiers D.C.E.

Toutes les notices et plans de détails nécessaires à l'exécution sont à la charge des Entreprises qui devront les soumettre au préalable à l'accord de la Maîtrise d'Œuvre et du Bureau de Contrôle.

#### **1.4.1 CONNAISSANCE DES LIEUX**

Tant vis à vis des travaux à réaliser que vis à vis des tiers, l'Entrepreneur est réputé connaître les lieux et avoir pris connaissance :

- \_ Des difficultés d'accès, de la position et de l'état de conservation des ouvrages maintenus, tels que murs de clôture, bâtiments existants sur les propriétés voisines ainsi que leurs sous-sol.
- \_ Des accès au terrain, des largeurs et de l'état des voies de desserte.
- \_ Des possibilités de stationnement et de giration des camions et engins (grues mobiles ou nacelles, bétonnières, baraques de chantier, etc....).
- \_ De la nature du sol, présence d'eau, sol meuble, etc...
- \_ Des itinéraires obligatoires qu'il doit emprunter, compte tenu des limites de charges de gabarit imposés sur certaines voies publiques.
- \_ Des périodes d'interdictions de nuisance vis à vis des tiers, bâtiments voisins.
- \_ Un soin particulier devra être apporté pour éviter l'émission de projections et poussières, arrosages éventuels des maçonneries en cours de démolition etc...
- \_ Le matériel bruyant devra être conforme aux dispositions imposées par le décret relatif à l'insonorisation des engins de chantier.

**\*\*Il ne sera pas toléré de stockage des gravois de démolition ; ceux-ci devront être évacués chaque jour à la décharge et au fur et à mesure de leur production.**

En conséquence, ses prix tiennent compte de toutes les contraintes particulières en découlant et l'entrepreneur ne peut en aucun cas prétendre à indemnité en les évoquant.

L'Entrepreneur est réputé accepter les lieux dans lesquels se déroulent les travaux dans l'état où ils se trouvent à la date d'origine de son intervention.

#### **1.4.2 CONNAISSANCE DU PROJET**

L'Entrepreneur doit avant d'effectuer son étude, prendre connaissance de l'ensemble des travaux tous corps d'état et reconnaît avoir une parfaite connaissance du projet.

Le dossier complet tous corps d'état, peut être consulté dans les bureaux du Maître d'Œuvre ; de ce fait, il ne peut arguer d'un manque d'informations ou d'imprécisions pour ne pas exécuter les travaux qui sont nécessaires à la finition complète des travaux qui lui incombent conformément aux règles de l'Art.

Avant tout commencement des travaux, l'Entrepreneur fait procéder, s'il le juge nécessaire, et à ses frais, à un état des lieux contradictoire (constat d'huissier, photographies, etc....) ainsi que des sondages et reconnaissance des sols en complément des études fournies par le Maître d'Ouvrage.

#### **1.4.3 CONFIDENTIALITE**

Tous les documents et plans doivent être considérés par les Entreprises comme des documents confidentiels. Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées resteront la propriété du Maître d'Ouvrage.

L'Entreprise ne doit pas :

- \_ Utiliser ces documents à d'autres fins que le présent chantier,
- \_ Divulguer ces documents à des tiers,
- \_ Utiliser ces documents à des fins commerciales sans une autorisation écrite de l'utilisateur,
- \_ Divulguer des informations générales sur l'utilisateur,

\_ Divulguer des informations techniques concernant les équipements, les processus et les techniques de production.

#### **1.4.4 ETUDES ET NOTES DE CALCULS**

Comme spécifié au C.C.A.P., l'Entrepreneur doit établir à sa charge, d'après les plans d'exécution du Maître d'Œuvre les détails de principe, ses propres dessins d'exécution, calepins et épures, notes de calculs, notices explicatives, etc., tracés, détails et joindre toutes justifications nécessaires à la parfaite réalisation de l'ouvrage.

L'Entrepreneur ne doit commencer aucune fabrication ni aucune partie de ses travaux sans avoir soumis au préalable ses détails de fabrication, avec ses pièces justificatives à l'appui, aux Maîtres d'Œuvre et Bureau de Contrôle lorsque ce dernier est concerné et obtenu leur acceptation ou approbation.

Les plans, notes de calculs, et tous documents doivent être remis au Maître d'œuvre et au Bureau de contrôle, quinze jours au minimum avant le début des fabrications ou des travaux.

Tous les documents graphiques et notes de calculs remis à l'Entrepreneur pour l'exécution des ouvrages doivent être considérés comme des propositions qu'il doit examiner avant tout commencement d'exécution des travaux et peuvent être modifiées par le Maître d'Œuvre autant de fois que cela est nécessaire.

Les cotes mentionnées sur les plans du Maître d'Œuvre sont des cotes minimales à respecter.

S'agissant des raccordements aux réseaux publics, l'Entrepreneur doit avant travaux faire approuver par les Services Administratifs Techniques ou concédés les projets d'exécution qui, aux termes des règles en vigueur, doivent être soumis à l'examen, lui communiquer tous renseignements qui lui sont nécessaires ou simplement utiles pour la préparation de ces projets.

En retour, l'Entrepreneur doit les informer de toutes communications qu'il pourrait recevoir de ces services, en particulier celles qui ont des incidences particulières sur l'ouvrage.

Chaque fois que cela est nécessaire, l'Entrepreneur doit prouver que les matériaux, matériels et leur mise en œuvre sont bien conformes aux normes et aux règlements en vigueur, sinon il doit faire approuver leurs procédés d'exécution par les Services compétents, tels que C.S.T.B., C.T.B., sécurité incendie, Bureau de Contrôle, laboratoires agréés, etc...

#### **1.4.5 PLANS DE RECOLLEMENT ET DE SYNTHESE**

Les plans de recollement sont à la charge de chaque entreprise.

La synthèse des lots fluides sera à la charge de la MOE.

Chaque lot devra fournir en temps utiles ses besoins en termes de réservations ainsi que les contraintes de mise en œuvre pour des diamètres supérieur à 100mm

Ces plans seront remis au Maître d'Œuvre en Deux (2) exemplaires ainsi que support informatique (CD, Clé USB) et aux formats informatiques .pdf, .xls, .dwg, .doc et ce dans des versions minima afin de pouvoir être consultables par tous logiciels.

Ces plans feront apparaître principalement : (Liste non exhaustive)

Contenu du DOE

Le contenu du DOE remis par le MOE au MO sera au minimum conforme à la liste des pièces définie ci-après :

## **DOCUMENTS GENERAUX TCE**

\_ Tableau échancier des garanties avec rappel des dates essentielles : obtention du PC / date OS de démarrage / date d'effet de la réception / échéance de l'année de parfait achèvement / échéance de la garantie biennale / échéance de la garantie décennale.

\_ Liste des intervenants avec nom de la structure, adresse, téléphone, télécopie, nom personne(s) concernée(s).

\_ Plans de chaque niveau y compris caves, combles et toitures / coupes / façades / aménagements extérieurs.

\_ Tableau des surfaces remis à jour :

1 tableau comprenant la surface des circulations, SDO, Surface plancher de chaque niveau permettant la totalisation par bâtiment,

1 tableau comprenant la surface utile et hauteur sous plafond de chaque local, y compris sanitaires, locaux techniques, préaux, etc...

\_ Fiches d'identité des équipements techniques complétées

\_ Bordereaux de suivi des déchets dangereux issus de la démolition (amiante, plomb,...) - Récapitulatif standardisé d'étude thermique suivant RT applicable au projet

\_ Attestation de respect de la réglementation thermique - DPE Construction

\_ Manuel Utilisateurs

## **VRD**

Le récolement des réseaux enterrés doit être effectué selon les dispositions de l'article 14 de la norme NF S70-003-1.

\_ Emplacement des branchements aux réseaux publics

\_ Plans des réseaux enterrés

\_ Position des tabourets, regards

\_ Vannes, altimétrie éventuelle des fils d'eau

## **PLOMBERIE, VMC, CHAUFFAGE CVC**

\_ Analyse fonctionnelle, liste des points télégérés et CD de sauvegarde du programme des automates

\_ Schéma de principe hydraulique et aéraulique de l'installation

\_ Plans des réseaux horizontaux à chaque niveau

\_ Coupes ou schémas des gaines et colonnes verticales

\_ Repérage des piquages, des vannes, des clapets, ...

\_ Plans détaillés de la chaufferie et des locaux techniques

\_ Schémas des armoires électriques

\_ Certificat de conformité pour cas particulier (ex : gaz)

\_ Fiches d'essai et de mise en service (équilibrages, mesures, mise au point, etc.)

\_ Pv de désinfection des réseaux d'alimentation d'eau avant mise en service

\_ Liste des appareils mis en œuvre

\_ Liste des matériels mis en œuvre

\_ Fiches techniques sur chaque produit

\_ Références des matériaux et des couleurs

\_ Essais COPREC

## **ELECTRICITE COURANT FORT ET COURANT FAIBLE**

\_ Schéma général de l'installation électrique ou informatique

\_ Circuit de terre en fond de fouilles

\_ Tracé des chemins de câble en sous-sol

\_ Schémas de chaque armoire

\_ Plans des distributions pour chaque niveau

\_ plans des équipements pour chaque niveau

\_ Légende claire des repères sur plans

\_ Dossier d'identité SSI



- \_ Cahier de recette VDI
- \_ Liste des appareils mis en œuvre
- \_ Référence des ampoules par type d'appareils, puissance et durée de vie moyenne
- \_ Fiches techniques sur chaque produit
- \_ Références des matériaux et des couleurs
- \_ Essais COPREC
- \_ CONSUEL

## **GROS OEUVRE**

- \_ Ensemble des plans BA, coffrage et ferrailage
- \_ Note sur les surcharges d'exploitation plancher par plancher
- \_ Notices techniques et emplacement drains, fosses, séparateurs hydrocarbures, bacs divers, éléments préfabriqués

## **ETANCHEITE - TOITURE - COUVERTURE**

- \_ Carnet de détail des différents types d'étanchéité / couverture
- \_ Plan de repérage des terrasses selon le type d'étanchéité / couverture
- \_ Plan de repérage des évacuations EP avec diamètre des tuyaux
- \_ Notices techniques isolants, matériaux d'étanchéité, matériaux de couverture, accessoires de récupération des EP

## **CHARPENTE**

- \_ Plan de la structure de toiture
- \_ PV de traitement et agrément de l'entreprise

## **MENUISERIES EXTERIEURES**

- \_ Plans type et PV essais menuiseries industrialisées
- \_ Référence des profils utilisés, fabricants et fournisseurs
- \_ Nature des ouvrages et fiches techniques par produit
- \_ Repérage des vitrages par nature
- \_ Organigramme des clefs (éventuellement)
- \_ Références des serrureries et quincailleries
- \_ Fiches techniques des produits d'occultation et fermetures

## **PEINTURE ET REVETEMENTS DE FACADES**

- \_ Fiche technique de chaque produit mis en œuvre
- \_ Convention d'extension de garanties du fabricant (éventuellement)
- \_ Références des choix de matériaux et teintes

## **MENUISERIES INTERIEURES**

- \_ Fiches techniques des menuiseries industrialisées
- \_ Références des serrureries et quincailleries
- \_ Organigramme des clefs (éventuellement)
- \_ Références des matériaux et des teintes
- \_ PV attestant des degrés CF/PF requis

## **PLATRIERIE - PEINTURES - FAUX PLAFONDS**

- \_ Fiches techniques de chaque produit mis en œuvre
- \_ Références des matériaux et des teintes
- \_ PV sur le classement au feu des matériaux et peintures

## **REVETEMENTS DE SOLS**

- \_ Fiches techniques de chaque produit mis en œuvre
- \_ Références des matériaux et des teintes
- \_ PV sur le classement au feu des matériaux et peintures

\_ PV attestant des degrés CF/PF requis

## **DIVERS**

Noter tous autres produits, matériels, accessoires mis en œuvre et n'entrant pas dans l'un des postes ci-dessus, tels que décoration, signalétique.

Pour le bois utilisé (charpente, menuiseries extérieures et intérieures, mobilier) :

\_ Caractéristiques des essences de bois utilisées (dureté, durabilité naturelle telle que définie par la norme européenne EN 350 et classe d'emploi du bois selon la norme européenne EN 335, qualité de finition)

\_ Certificats de contrôle des bois et certificats de provenance (écolabel FSC, PEFC ou équivalent)

Pour les peintures, colles ou vernis :

\_ Fiches techniques de chaque produit mis en œuvre (écolabel européen, NF environnement ou équivalent)

### **1.4.6 RACCORDEMENT AUX RESEAUX PUBLICS**

#### **A. LES RESEAUX EXISTANTS**

Ces réseaux sont repérés sur les plans de V.R.D. L'Entrepreneur est tenu d'en vérifier l'exactitude auprès des gestionnaires des dits réseaux et y compris toute vérification sur ce terrain, sondage, etc...

L'entreprise devra quel que soit le point de raccordement prendre à sa charge les travaux incombant afin de raccorder le chantier en matière d'énergie électrique

#### **B. LIMITES DE PRESTATIONS**

Les limites de prestations et les caractéristiques précises des fluides des réseaux publics sont précisées dans le C.C.T.P.

### **1.4.7 RESEAUX EXISTANTS**

En l'absence d'un plan des réseaux enterrés, les entrepreneurs concernés seront tenus de prendre toutes dispositions pour connaître les réseaux enterrés et leurs tracés par toutes méthodes de leur choix, dont notamment la consultation des différents concessionnaires pouvant être consultés.

Les entrepreneurs concernés établiront alors un plan de ces réseaux, et ils matérialiseront les différents tracés sur le terrain.

Les entrepreneurs concernés prendront les précautions nécessaires pour qu'aucun dommage ne soit causé aux installations des réseaux souterrains et aériens de toute nature.

Ils devront prévenir par lettre recommandée, quinze jours au moins à l'avance, les différents services ou entreprises intéressés du commencement de ces travaux afin de prendre les mesures en conséquence.

Ils devront les informer immédiatement des dégradations ou accidents pouvant survenir à leurs ouvrages.

## **1.5 FOURNITURES**

### **1.5.1 PROVENANCE ET QUALITE DES MATERIAUX ET MATERIELS**

#### **A. AVIS TECHNIQUES DES MATERIAUX ET MATERIELS**

Pour chaque matériau et matériel employé, un avis technique doit être en cours de validité pendant et à la réception des travaux.

L'emploi de fabrication ou de procédé non traditionnel, pour lesquels le C.S.T.B. n'a pas fourni un avis technique est interdit, sauf autorisation écrite du Maître d'Ouvrage.

L'avis technique peut être remplacé par une enquête spécialisée ou par un Cahier des Charges accepté (avis technique ou enquête) par la commission technique de l'assurance (C.T.A.).

Les travaux ou matériaux de technique nouvelle ne bénéficiant pas des procédures précitées sont exclus des garanties de la police "dommages - ouvrages" souscrite pour l'opération.

L'Entreprise est entièrement responsable des incidences provenant de la non-observation de l'une quelconque des prescriptions ci-dessus et doit réparation à ses frais.

#### **B. MATERIAUX "TECHNIQUEMENTS EQUIVALENTS"**

Les marques citées dans le présent document avec mention TECHNIQUEMENT EQUIVALENT ont pour but de renseigner l'Entrepreneur sur les performances, formes, finition et la qualité désirée.

L'Entrepreneur peut proposer des marques de son choix. Il doit mentionner dans sa proposition les références exactes et fournir les fiches techniques des matériaux et matériels proposés qu'il compte mettre en œuvre.

L'Entrepreneur doit prévoir, dès son étude d'appel d'offres, l'approvisionnement correspondant aux délais imposés par le planning contractuel joint au présent D.C.E.

Dans tous les cas où le terme "TECHNIQUEMENT EQUIVALENT" est employé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières, l'Entrepreneur doit, pendant la période d'étude et de préparation des travaux, soumettre le matériau

Substituer à l'approbation du Maître d'œuvre qui apprécie s'il y a équivalence :

1 \_ Le matériau ou matériel proposé ne doit, ni entraîner une modification de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage auquel il est incorporé, ni présenter une incompatibilité avec l'ouvrage avec lequel il est en contact, ni entraîner une incidence financière. Le Maître d'œuvre se réservant le droit d'accepter ou de refuser le matériel proposé après vérification de l'équivalence technique avec le matériel prescrit. Dans le cas d'un refus de la Maîtrise d'œuvre, l'entrepreneur devra alors mettre en œuvre le matériel prescrit au CCTP.

2 \_ Il doit être fourni un échantillon du matériau, les fiches techniques complétées ainsi que tous procès-verbaux officiels d'essais.

Dans tous les cas où le Maître d'œuvre estime qu'il n'y a pas équivalence entre les matériaux proposés et ceux choisis en référence, l'Entrepreneur est tenu de fournir ces derniers sans supplément de prix.

Toutes fournitures (matériaux, éléments préfabriqués, matériels, appareils et accessoires divers) utilisés pour l'exécution des ouvrages, doivent être neufs.

Préalablement à tout projet d'exécution, l'Entrepreneur doit remettre toutes fiches techniques et Avis Techniques en cours de validité justifiant des qualités et provenance des fournitures.

L'Entrepreneur est tenu de fournir des matériaux et ensembles fabriqués répondant aux règlements du C.S.T.B., du C.T.B. ou de l'U.T.E.

Si pour une fourniture déterminée il n'existe pas de réglementation particulière, l'Entrepreneur doit produire une assurance spéciale couvrant les garanties biennales et décennales au minimum et comportant une renonciation au recours contre les concepteurs et le Maître de l'Ouvrage et fournir toutes justifications utiles (procès-verbaux d'essais, références, etc....).

L'acceptation par le Maître d'œuvre de cette fourniture, ne peut avoir pour effet de diminuer la responsabilité de l'Entrepreneur et une modification de son offre de prix.

Toutes les fournitures proviennent de marque et fabricants connus, et comportant tous étiquetages attestant de leur origine, label, date de fabrication et autres. Ils sont maintenus jusqu'à réception ou constat par le Maître d'œuvre.

Tous les matériaux ou fournitures non conformes aux prescriptions ou exigences du C.C.T.P. ou du C.P.T.C. sont refusés ou enlevés du chantier. Si ceux-ci sont mis en œuvre, les parties d'ouvrages construites sont démolies ou déposées et reconstruites aux frais de l'Entrepreneur défaillant.

Tous les matériaux prescrits et mis en œuvre par les entreprises devront bénéficier d'un ECOLABEL.

### **1.5.2 PROTOTYPES D'OUVRAGES ET ECHANTILLONS - REFERENCES**

L'Entrepreneur doit réaliser, à titre gracieux, tous les prototypes d'ouvrages qui pourraient lui être demandés par le Maître d'œuvre.

L'Entrepreneur doit obligatoirement déposer au Bureau de la Direction du Chantier, les échantillons, modèles et spécimens de tous les matériaux, appareils ou éléments devant être utilisés pour l'exécution de ses travaux, ainsi que tous les renseignements les concernant (procès-verbaux, avis techniques, notices d'entretien).

Ces échantillons sont présentés dans les trente jours qui suivent la signification du Marché et avant toute commande aux fournisseurs.

Si ces modèles n'étaient pas satisfaisants, le Maître d'œuvre se réserve le droit d'en demander le remplacement.

Les échantillons fournis deviennent la propriété du Maître d'Ouvrage qui peut les éprouver, et éventuellement les détériorer, sans que les Entrepreneurs ou ses sous-traitants soient indemnisés de ce fait.

Les échantillons, modèles et spécimens, sont d'un volume suffisant pour permettre tout examen et essai avant commande et mise en œuvre, et doivent être compris dans les prix unitaires. L'exécution de plusieurs échantillons témoins in-situ de quelques mètres carrés chacun sont exigés dans les mêmes conditions pour le choix des teintes ou l'aspect des revêtements.

Pour les matériaux, fournitures, appareillages, etc.... qui n'auraient pas de référence dans le cahier des Clauses Techniques Particulières, plusieurs échantillons doivent être présentés avant toute commande.

### **1.5.3 CONTROLES ET ESSAIS**

Selon C.C.A.G., article 24, l'Entrepreneur doit tous les essais prescrits par le C.C.T.P., ceux découlant des spécifications des cahiers du C.S.T.B. ou ceux prescrits par l'organisme de contrôle technique intervenant à la demande du Maître d'Ouvrage.

Ils sont à la charge de l'Entrepreneur et celui-ci doit assurer les transports des échantillons, maquettes ou prototypes de l'atelier au laboratoire ou du chantier au laboratoire sans pouvoir prétendre à une indemnité quelconque.

Tous les équipements d'ordre mécanique ou électrique, et tous autres équipements divers font l'objet d'essais avant la réception (OPR).

Cette vérification s'exerce sur leurs caractéristiques de débit, rendement, silence et sécurité et sur le fonctionnement correct des appareils.

Les caractéristiques doivent être conformes aux prescriptions imposées ou aux normes en vigueur.

Il peut être prescrit dans le C.C.T.P. que certains matériels font l'objet de réception ou d'essais en usine.

Dans ce cas, le C.C.T.P. indique les conditions dans lesquelles ces essais doivent être conduits, les frais y afférent à la charge de l'entrepreneur.

Ces essais sont répétés autant de fois que cela est nécessaire et les prototypes sont modifiés ou reconstruits sans que l'Entrepreneur puisse prétendre à une indemnité quelle qu'elle soit.

Les essais doivent être entrepris dans un délai de trente jours (30) à compter de la signification du Marché à l'Entrepreneur. Ils ne doivent en aucun cas retarder la mise en oeuvre des ouvrages. Si pour des impératifs de chantier, les travaux doivent être commencés avant le résultat des essais, l'Entrepreneur doit effectuer à ses frais, toutes modifications ou remplacements d'ouvrages en place dont les essais auraient dévoilé des performances non conformes aux normes, D.T.U, règlements et documents du Marché.

#### **1.5.4 GARANTIES**

Selon l'article 44.1 du C.C.A.G., les périodes de garanties des matériels et matériaux prennent effet à compter de la date de réception des ouvrages prononcés sans réserve où à la date de levée des réserves si celle-ci concerne l'ouvrage garanti.

Dans le cas où les ouvrages livrés sont d'une qualité inférieure à celle précisée au Marché, l'ensemble de la livraison est refusé, y compris les quantités déjà posées.

Les Entrepreneurs ont à leur charge :

- \_ La protection de leurs ouvrages pendant les travaux
- \_ Le nettoyage en fin de travaux
- \_ La fixation de leurs ouvrages, ainsi que tous les travaux non précisés, pour le parfait achèvement de la construction dans les règles de l'Art

Pendant la période de garantie, l'Entrepreneur doit assurer, l'entretien et la remise en état des malfaçons et vices cachés ou autres mêmes si ceux-ci n'apparaissent qu'après la réception.

### **1.6 TRAVAUX PREALABLES**

#### **1.6.1 RACCORDEMENTS ET ORGANISATION DE CHANTIER**

Les Entreprises ont la charge de toutes les démarches administratives à effectuer auprès des services municipaux et de voiries concernant les travaux du présent chapitre dont branchement de chantier pour la voirie, l'eau, l'électricité, le téléphone, l'évacuation des eaux pluviales et des eaux usées et ce quelqu'en soient leurs origines et lieux de raccordements.

- \_ Toutes les sujétions de terrassements, remblais, mise hors gel des canalisations, protection au droit des voiries de chantier, etc...
- \_ L'entretien de toutes ces installations et les modifications nécessaires, - Les déplacements éventuels en cours de chantier
- \_ Le démontage et l'enlèvement en fin de chantier y compris tous raccords nécessaires aux ouvrages construits,
- \_ Les charges temporaires de voiries et de police,
- \_ L'Entrepreneur du lot établit à ses frais un plan d'organisation de chantier intégrant l'ensemble des informations fournies par les autres lots, les contraintes du site et propose ledit plan à l'agrément du Maître d'œuvre.

Après vérification et accord du Maître d'œuvre, le plan d'organisation dû est notifié à l'ensemble des corps d'état par le Maître d'Ouvrage.

#### **1.6.2 GARDIENNAGE DU CHANTIER**

SANS OBJET

### **1.6.3 INSTALLATIONS COMMUNES DE SECURITE ET D'HYGIENE**

#### **PRESTATIONS :**

Toutes fournitures et mise en place des dispositifs communs de sécurité et d'hygiène intéressant les parties communes du chantier y compris toutes sujétions pour :

- \_ Branchements divers sur réseaux existants mis à disposition par la Maîtrise d'Ouvrage,
- \_ Démontage et enlèvement en fin de chantier.

L'Entrepreneur devra se conformer scrupuleusement aux recommandations du Coordonnateur S.P.S.

### **1.6.4 PANNEAU DE CHANTIER**

#### **PRESTATIONS :**

Fourniture et pose d'un panneau de chantier suivant logo, dimensions et hauteur de fixation définies par le Maître d'Ouvrage. Le panneau est à la charge du LOT 1

Les inscriptions seront conformes à la réglementation :

- a) La désignation de l'opération avec numéro de permis de construire, surface de planchers à construire, date de commencement des travaux et date présumée de leur achèvement, etc... conformément aux dispositions de l'article A.421.7 du Code de l'Urbanisme,
- b) La désignation du Maître d'Ouvrage selon le graphisme retenu par lui,
- c) La désignation du Maître d'œuvre, Bureau de Contrôle et autres contractants,
- d) La désignation des Entreprises concourant à la construction ainsi que leurs sous-traitants éventuels.

### **1.6.5 BUREAU DE CHANTIER**

#### **PRESTATIONS :**

Un bureau sera mis en place dès le début de la préparation de chantier et devra comporter obligatoirement au minimum : A la charge du lot 1

- \_ Une table permettant d'asseoir 20 personnes,
- \_ Des chaises pour 20 personnes,
- \_ Un éclairage,
- \_ Un chauffage et rafraîchissement ou Climatisation réversible,
- \_ Equipement téléphonique de chantier avec connexion internet et Wifi.
- \_ Cafetière, bouilloire, fontaine à eau, etc...

L'entretien de ces locaux est à la charge du lot 1 et ce durant toute la période de chantier jusqu'à sa réception.

### **1.6.6 SANITAIRES DE CHANTIER**

Mise à disposition par l'EFS

### **1.6.7 VOIRIE DE CHANTIER**

SANS OBJET

### **1.6.8 ZONE DE TRI**

Chaque entreprise fera son propre tri sélectif

### **1.6.9 BRANCHEMENT EAU**

Branchement de chantier après compteur de chantier à la charge du lot 1, l'EFS mettra à disposition le départ.

### **1.6.10 BRANCHEMENT ELECTRIQUE**

Branchement électrique à la charge du lot électricité, l'EFS mettra à disposition le départ.

### **1.6.11 GARDIENNAGE DU CHANTIER**

SANS OBJET

## **1.7 CONDITIONS D'EXECUTION**

### **1.7.1 CONDITIONS GENERALES**

La mise en œuvre des matériaux et du matériel est réalisée en suivant les prescriptions des documents suivants.

- \_ Les Cahiers des Charges D.T.U.,
- \_ Les Cahiers des Charges Spéciales des D.T.U.,
- \_ Les Avis techniques obtenus en cours de validité,
- \_ Les prescriptions du fabricant

L'entrepreneur doit apporter à la mise en œuvre des matériaux et du matériel, le plus grand soin tant pour assurer la parfaite des travaux et des installations qui lui sont commandés, que pour éviter toute détérioration aux ouvrages réalisés par les autres corps de métiers.

Il appartient à l'entrepreneur d'attirer en temps utile l'attention du Maître d'œuvre sur les répercussions que peuvent avoir certains travaux ou installations sur la marche générale du chantier et de signaler le cas échéant, les modifications qu'il conviendrait d'apporter aux dispositions arrêtées par les autres corporations.

Aucun matériel ou matériau détérioré ou défectueux ne devra être mis en œuvre, faute de quoi il serait déposé et remplacé. L'Entrepreneur aurait alors à sa charge tous les frais occasionnés par le remplacement de ceux-ci.

Certaines installations électriques ont fait l'objet d'une réglementation de l'U.T.E. quant à la façon dont elles doivent être réalisées.

L'entrepreneur est obligé de respecter rigoureusement les prescriptions contenues dans cette réglementation.

Pour toute installation qui n'a pas fait l'objet de la part de l'U.T.E. d'une réglementation spéciale, l'Entrepreneur est tenu d'apporter à la mise en œuvre du matériel, les soins voulus pour que cette installation fonctionne de façon correcte et durable.

L'entrepreneur ne peut en aucun cas arguer, soit de l'état hygrométrique des lieux, soit du manque ou de l'excès de chauffage, postérieur à la mise en œuvre de ses ouvrages pour justifier des désordres survenus entre l'exécution et la réception ainsi que pendant la période de garantie.

L'entrepreneur étant censé connaître ces phénomènes inéluctables, il doit prendre toutes dispositions utiles conformément aux règles de l'Art afin d'éviter qu'ils ne produisent des effets préjudiciables à la pérennité de l'ouvrage.

### **1.7.2 FEUILLURES – RESERVATIONS - INCORPORATIONS**

Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge l'exécution de tous les percements, passages, trous, réservations, scellements, rebouchages, incorporations au coulage, etc. nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages.

Dans tous les ouvrages verticaux et horizontaux en béton et en béton armé, ainsi que dans tous les éléments préfabriqués le cas échéant, tous les percements, passages, trous, gaines, etc. devront être réservés au coulage par l'entrepreneur de gros œuvre, les refouillements, percements et autres dans ces ouvrages étant formellement interdits.

En conséquence, tous les entrepreneurs des corps d'état concernés devront en temps utile prendre toutes dispositions afin de faire prévoir au coulage ou à la préfabrication toutes les réservations ou autres nécessaires à la bonne exécution de leurs ouvrages.

#### **Réservations au coulage et/ou à la préfabrication**

Tous les entrepreneurs dont l'exécution des ouvrages de leur marché nécessite des percements, passages, trous, gaines, etc. dans les ouvrages en béton et en béton armé, ainsi que dans les éléments préfabriqués le cas échéant, établiront des plans de réservations donnant les implantations, dimensions et autres indications utiles concernant ces réservations.

Ces plans de réservations devront être transmis à l'entrepreneur de gros œuvre, dans le délai fixé, avec copie au maître d'œuvre.

L'entrepreneur de gros œuvre sera tenu de prévoir toutes les réservations conformément aux plans qui lui auront été remis.

La fourniture des caissons de coffrage, tasseaux, boîtes de scellement, négatifs, etc. nécessaires pour les réservations sera à la charge de l'entrepreneur de gros œuvre.

Chaque entrepreneur sera tenu de s'assurer que les réservations demandées ont été prévues par le gros œuvre conformément aux plans remis, et il devra, le cas échéant, signaler immédiatement au maître d'œuvre toute inexactitude ou omission qu'il aurait constatée.

Toutes les réservations qui n'auraient pas été effectuées au coulage ou à la préfabrication seront obligatoirement exécutées par le gros œuvre, et les frais en seront supportés :

\_ Par l'entrepreneur du corps d'état concerné dans le cas où son plan de réservations serait incomplet ou inexact;

\_ Par l'entrepreneur de gros œuvre dans le cas d'une omission ou erreur de sa part.

Mêmes spécifications pour ce qui est des réservations mal positionnées, le cas échéant.

#### **Douilles - Rails et autres éléments incorporés au coulage**

L'entrepreneur de gros œuvre devra la mise en place au coulage de toutes douilles, rails ou autres éléments métalliques ainsi que tous taquets et brochets en bois nécessaires à la réalisation des travaux des autres corps d'état, et ce dans tous les ouvrages en béton ou préfabriqués. Ces pièces seront fournies en temps utile au gros œuvre par le corps d'état concerné.

Les entrepreneurs concernés fourniront au gros œuvre tous plans et dessins cotés concernant ces incorporations, et ils en contrôleront la mise en œuvre en temps voulu, comme il est dit ci-dessus pour les réservations.

#### **Canalisations incorporées au coulage**

Dans le cas où des conduits électriques ou autres canalisations sont prévus posés dans des ouvrages en béton ou préfabriqués, ces conduits ou tubes seront mis en place et maintenus dans les coffrages par les entrepreneurs concernés avant le coulage du béton.

En cas de désordres constatés lors du décoffrage, les entrepreneurs en question feront leur affaire de tous travaux de reprises nécessaires.



Les frais de ces reprises seront à la charge de l'entreprise responsable des désordres.

#### **AUTRES SUJETIONS :**

Les trous, percements, feuillures dont l'importance n'altère pas la résistance des ouvrages en béton, armé ou non, et en maçonnerie, ainsi que les chevillages, sont effectués.

En aucun cas les saignées, percements et autres ne doivent diminuer la performance des éléments assurant une isolation thermique, phonique ou une protection au feu.

### **1.7.3 SCELLEMENTS REBOUCHAGES – CALFEUTREMENTS RACCORDS SCELLEMENTS**

Chaque Entrepreneur réalise ses propres scellements dans toute nature de matériau. Dans le cas où ils sont à réaliser dans des revêtements spéciaux, les scellements sont réalisés en retrait et la finition sera assurée par l'entrepreneur spécialiste.

#### **A. A LA CHARGE DU LOT 01 - GROS OEUVRE**

Le lot 1 aura à sa charge les carottages supérieur ou égal à 100mm et l'ensemble des traversées de mur pour les gaines du lot CVC. Un plan sera fourni par le lot CVC indiquant les réalisations à faire. Les rebouchages de cette prestation restent à la charge du lot 1. Le rebouchage doit respecter le degré coupe-feu.

#### **B. A LA CHARGE DES DIFFERENTS LOTS**

Chaque Entrepreneur, en ce qui le concerne, a la charge de tous les rebouchages de ses réseaux (colonnes, traversées de voiles ou de murs, etc...). Tous carottages inférieur ou égal à 100mm, et à la charge de l'entreprise. Le rebouchage doit respecter le degré coupe-feu.

#### **C. OBLIGATIONS A TOUS LES CORPS D'ETAT**

L'emploi de polystyrène, bouchons de papier, matériaux de nature différente à celle de la paroi de support est strictement interdit.

Avant rebouchage, les parois d'accrochage sont soigneusement piquetées et expurgées de toute matière étrangère.

### **1.7.4 CALFEUTREMENTS**

L'Entrepreneur de 01 - GROS OEUVRE doit le calfeutrement d'ouvrages tels qu'huissières ou bâtis et autres ouvrages dormants, qui seront posés et fixés par le corps d'état concerné, avant le montage de maçonneries.

Il doit également les scellements et les raccords d'enduit en ménageant l'épaisseur nécessaire pour le revêtement de finition.

### **1.7.5 RACCORDS - FINITIONS**

Les raccords après scellements, rebouchages et calfeutremments doivent assurer une finition irréprochable, faute de quoi le Maître d'œuvre les fait reprendre par l'Entrepreneur du lot 01 - GROS-OEUVRE aux frais de l'Entrepreneur qui les a mal exécutés.

Les raccords d'enduit spéciaux sont en principe à réfuter.

Les scellements, rebouchages et calfeutremments sont réalisés avant l'exécution de ces enduits.

Toutefois, si cela était nécessaire en accord avec le Maître d'œuvre, ils sont réalisés par une Entreprise spécialiste auquel il est laissé une réservation de même épaisseur que l'enduit, toujours aux frais de l'Entrepreneur.

### **1.7.6 ISOLATION**

Chaque Entrepreneur est responsable de la reconstitution de l'isolement acoustique et du degré de comportement au feu requis que ce soit sur ses ouvrages ou les ouvrages d'un autre corps d'état, dans ce dernier cas, l'entrepreneur se devra de consulter au préalable le corps d'état concerné et d'en définir la méthodologie afin de ne pas dégrader les performances du matériel ou matériau mis en œuvre.

### **1.7.7 LIMITE DES PRESTATIONS**

Voir le CCTP de chaque lot

### **1.7.8 TRACES ET IMPLANTATION - TRAITS DE NIVEAUX**

Selon l'article 27 du C.C.A.G., en plus des implantations définies aux articles 7 du C.C.A.P., l'Entrepreneur général a à sa charge et sous sa responsabilité, les tracés d'implantation de tous ses ouvrages, des cloisons de distribution d'après les plans et instructions du Maître d'œuvre.

Toutes divergences qui pourraient se révéler au cours de ces tracés doivent être signalées immédiatement au Maître d'œuvre.

En cas d'inobservation de cette clause, il en subit toutes les conséquences.

Au fur et à mesure de l'avancement de la construction, l'entrepreneur de gros oeuvre devra, à ses frais :

\_ Porter, à l'extérieur sur les façades, le niveau +1,00 m fini du premier niveau

\_ Porter, à l'intérieur sur les murs et cloisons bruts et après l'exécution des enduits, le niveau +1,00 m fini au-dessus de tous les planchers, et se autant de fois qu'il sera nécessaire et à tous les emplacements nécessaires aux autres corps d'état.

Il est bien spécifié que ces traits de niveau seront à tracer par le Lot 01 - GROS-OEUVRE également après exécution des enduits plâtre ou enduits minces exécutés par d'autres corps d'état.

Ces traits de niveau sont rattachés à la cote N.G.F. dont le repérage est effectué en plusieurs points à chaque niveau.

Avant toute exécution, l'Entrepreneur doit vérifier les implantations et traits de niveau exécutés et signaler toute anomalie, faute de quoi, il aurait à reprendre tout ou partie d'ouvrage non conforme aux règles de l'Art ou mal implanté.

### **1.7.9 VERIFICATION DES COTES**

L'Entrepreneur est tenu de vérifier soigneusement avant toute exécution, toutes les cotes portées aux plans et détails qui lui sont fournis par le Maître d'œuvre.

Aucune cote ne doit être prise à l'échelle métrique sur les plans pour l'exécution des travaux.

Les Entrepreneurs doivent s'assurer sur place, avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre les cotes et indications des plans et détails.

En cas de divergence, erreur, insuffisance ou manque de cote, l'Entrepreneur doit en référer avant toute exécution au Maître d'œuvre qui fait les mises au point ou rectifications nécessaires.

L'Entrepreneur ne peut apporter de lui-même aucune modification aux plans et écrits mais doit signaler au Maître d'œuvre tout changement ou complément qu'il jugerait utile d'y apporter.

Faute de se conformer aux prescriptions énoncées ci-avant, l'Entrepreneur est seul responsable des erreurs d'exécution et des conséquences qui en résultent.

## **1.7.10 PROTECTION DES OUVRAGES**

### **Protection des ouvrages des autres corps d'état**

Chaque entrepreneur dont l'exécution de ses propres travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux ouvrages finis déjà en place devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis.

Cette prescription s'applique plus particulièrement aux appareils sanitaires, aux quincailleries, aux ouvrages en bois apparent, aux appareillages électriques, aux revêtements en carrelage, en plastique ou autres, etc., qui ne devront subir aucun dommage, si minime soit-il.

Faute par lui de se conformer à cette prescription, l'entrepreneur responsable en subira toutes les conséquences.

### **Protection par les entrepreneurs de leurs propres ouvrages**

Les entrepreneurs devront assurer la protection de leurs revêtements de sols jusqu'à la réception en ce qui concerne les marches d'escaliers, ou plus particulièrement le nez de marche devra être protégé.

Les appareils sanitaires devront également être protégés, notamment en rives et sur les arêtes, par une bande de papier fort collé.

Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, (y compris béton restant apparent et brut de décoffrage) ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux. En ce qui concerne les menuiseries en alliage léger ou en autres métaux à parement fini, elles devront obligatoirement être protégées à minima par un film plastique collé, il y aura lieu de protéger les montants et seuils par des protections mécaniques adaptées.

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par les entrepreneurs respectifs.

## **1.7.11 ACCES AU CHANTIER**

Il doit se faire sans troubler le fonctionnement des ouvrages existants limitrophes et avoisinants après accord requis auprès du Maître de l'Ouvrage et des services techniques compétents.

## **1.7.12 DECHARGEMENT ET MONTAGE DES MATERIAUX**

L'Entrepreneur fait son affaire personnelle de tous déchargements, manutention et montage de ses matériaux, matériels ou ouvrages fabriqués.

Il lui appartient de débattre des services éventuellement rendus avec les Entrepreneurs des autres intervenants, sans que le Maître d'Oeuvre n'ait à intervenir.

Tous matériaux, matériels ou ouvrages ayant subi des détériorations, mêmes superficielles ont refusés.

## **1.7.13 RESPONSABILITE VIS A VIS DES TIERS**

L'Entrepreneur est responsable, jusqu'à la réception des travaux, du maintien en bon état des voies, réseaux, clôtures, végétation et installations de toutes natures affectées par ses travaux.

L'Entrepreneur doit prendre toutes dispositions pour qu'aucune projection de terre ne vienne souiller les revêtements des chaussées et les rendre glissants.

Les pneus des camions et engins de chantier doivent être "décrottés" et lavés avant sortie du chantier.

Il doit en outre, protéger les arbres à conserver situés dans l'environnement de ses travaux efficacement sur au moins 2,50 m de hauteur, il doit également faire procéder aux élagages nécessaires par une Entreprise spécialisée.

Tout arbre à conserver, dont la santé aura été mise en péril durant le chantier, devra être remplacé par un sujet équivalent, à charge de l'Entrepreneur responsable, ou, le cas échéant, de l'Entrepreneur du lot. Une retenue provisoire de la valeur du sujet sera appliquée dans l'attente de ce remplacement. De plus, l'Entrepreneur doit prévoir toutes les mesures qui s'imposent pour ne pas occasionner de dommage ni motiver de réclamation de quelque nature que ce soit de la part des tiers (nettoyage des voiries, survols de grues, bruits, etc....)

Bien entendu s'il y avait un préjudice quelconque à leur endroit, la réparation intégrale serait à la charge de l'Entrepreneur. En aucun cas le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'œuvre ne peuvent être recherchés de ce fait. Tout arrêt du chantier dû à l'inobservation de ces clauses ne peut en aucun cas provoquer une modification de délai et de prix forfaitaire.

De plus, par cet arrêt, l'Entrepreneur a à sa charge tous les frais et dommages occasionnés au Maître de l'Ouvrage.

#### **1.7.14 APPROVISIONNEMENT – STOCKAGE DES MATERIAUX**

En aucun cas les matériaux ou matériels ne sont stockés dans les locaux ou circulations, sauf accords écrits du Maître d'œuvre.

L'Entrepreneur approvisionne son chantier afin d'assurer l'avancement normal du chantier en assurant le travail de ses équipes sur un mois maximum. Le complément des matériaux est stocké, sauf accord écrit du Maître d'œuvre, hors du chantier.

Ils doivent être stockés dans des locaux à l'abri des intempéries et du vol et cela sous son entière responsabilité.

Les matériaux doivent être stockés suivant les prescriptions des fabricants.

En fin de chantier, et avant livraison du bâtiment au Maître de l'Ouvrage, tous les matériaux et matériels superflus sont évacués du chantier, faute de quoi le Maître d'œuvre se réserve le droit de les faire enlever aux décharges publiques aux frais de l'Entrepreneur défaillant.

Aucun matériel ou matériaux ne doit être stocké sur les terrasses après intervention de l'Entrepreneur d'étanchéité, sauf convention expresse avec celui-ci ou avec le Maître d'œuvre.

Dans ce cas, l'Entrepreneur ayant effectué le stockage, le fait sous sa seule responsabilité et doit supporter tous les frais de remise en état des ouvrages détériorés du fait de son stockage.

#### **I. ASSISTANCE DES FABRICANTS**

L'Entrepreneur doit se faire assister par les fabricants pour la mise en œuvre de ses ouvrages.

Ceux-ci doivent donner tous renseignements utiles au Maître d'œuvre et se présenter aux convocations de celui-ci chaque fois qu'il le juge utile.

#### **II. PRESENTATION DES MATERIAUX**

Avant mise en œuvre, les matériaux sont obligatoirement présentés au Maître d'œuvre.

L'acceptation des matériaux présentés ne peut en aucun cas être considérée comme une réception de ceux-ci.

#### **1.7.15 SECURITE SUR LE CHANTIER**

Chaque entreprise est tenue, pour ce qui la concerne, d'assurer l'ordre et la propreté du chantier ainsi que la sécurité réglementaire, aussi bien vis-à-vis des tiers que du personnel travaillant sur le chantier.

La zone de travaux devra être parfaitement signalisée et interdite au public, l'entreprise prenant à cette fin toutes dispositions utiles (mise en place de platelage, garde-corps en bordure de fouilles, etc.)

#### **1.7.16 TRAITEMENT DES DECHETS DE CHANTIER**

Les déchets de chantier devront être gérés et enlevés par chaque entrepreneur.

## 1.8 NETTOYAGE DE CHANTIER

### 1.8.1 OBJET

L'Entreprise doit :

1. Effectuer ses nettoyages au fur et à mesure de l'avancement des travaux et au minimum 2 fois par semaine.

Aucun gravois ne doit être projeté par les fenêtres ou trémies diverses.

2. L'évacuation des déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le Maître d'Œuvre sur proposition de l'Entrepreneur.

3. Le nettoyage, la réparation et la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

L'Entrepreneur titulaire a la charge, à ses frais exclusifs, de l'enlèvement des déblais stockés et de leur transport aux décharges publiques.

La propreté du chantier doit être maintenue de façon constante.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit, en cas de non-exécution de cette prescription, de faire effectuer les nettoyages correspondants autant de fois qu'il est nécessaire en régie et aux frais de l'Entreprise en cas de défaillance.

### 1.8.2 NETTOYAGE AVANT RECEPTION

Les travaux définis au présent article sont entièrement à la charge du lot 9 (Peinture) et sont effectués une fois les travaux de tous les corps d'état terminés et avant réception.

Les travaux à effectuer comprennent la fourniture de tout le matériel, les ingrédients, les matériaux, le transport à pieds d'œuvre, le stockage, les protections, le montage, selon les dispositions fixées par le tableau des finitions érigé lors des coordinations d'exécution.

En principe, l'intervention de l'Entreprise se situe une première fois en début de la période de pré réception (OPR) des ouvrages, soit approximativement et une seconde fois avant la réception des bâtiments sous réserve de l'accord du Maître d'œuvre.

L'Entrepreneur a pour mission de procéder à un nettoyage ultime des ouvrages et d'en maintenir la propreté jusqu'à la réception.

- \_ Les sols de type plastique sont lavés, nettoyés, sans excès d'eau, puis essuyés,
- \_ Les sols et murs en carrelage ou faïence sont lavés, brossés, nettoyés et lustrés à l'aide de produits du type approprié à la nature de revêtement,
- \_ Les moquettes et tapis nettoyés avec des aspirateurs appropriés ; toutes tâches étant enlevées,
- \_ Les rideaux et voilages brossés ou époussetés avec précaution par moyens manuels ou par aspirateur approprié,
- \_ Les peintures sont époussetées, lavées à l'éponge humide puis essuyées. Toutes les tâches, salissures, coups ou autres détériorations sont signalées au lot PEINTURE qui doit les reprises correspondantes,
- \_ Les appareillages et appareils sanitaires sont nettoyés à partir d'un produit non susceptible d'attaquer l'émail et le chromage : ils sont lustrés avec un produit remettant leurs éclats et aspects en valeur,
- \_ Les vitrages, les glaces émaillées et les miroirs sont nettoyés et lustrés avec un produit en évitant toutes rayures sur chaque face,
- \_ Les éléments en aluminium, acier inoxydable, sont nettoyés et lustrés avec un produit approprié,
- \_ Les boiseries vernies ou non, sont époussetées et lustrées au chiffon ou ouate évitant toute rayure,
- \_ Les appareillages électriques, bouches d'aération et menus appareillages, aux sols, aux murs et aux plafonds sont nettoyés et lustrés à sec ou avec un produit,
- \_ Les appareils, appareillages, canalisations, gaines et autres extérieurs aux locaux techniques sont époussetés et nettoyés, soit manuellement, soit mécaniquement.

- \_ L'Entrepreneur doit remettre au Maître d'œuvre, avant toute intervention, toutes les fiches techniques ou agrément justifiant les qualités et provenance des matériaux et produits utilisés pour les nettoyages.
- \_ Les produits utilisés devront être de première qualité.
- \_ L'acceptation par le Maître d'œuvre de cette fourniture ne peut avoir pour effet de diminuer la responsabilité de l'Entrepreneur.
- \_ Le matériel utilisé est de qualité supérieure et spécifiquement approprié au type de nettoyage à effectuer. Il ne doit en aucun pouvoir dégrader des éléments ou portions d'éléments mis en œuvre dans l'ensemble des bâtiments. Par conséquent, aucune trace de rayures, épaufrures, altérations, bris ou autres dégradations ne pourront être tolérés.
- \_ Les conseils et consignes de nettoyage et entretien émanant des fabricants devront être respectés.

L'Entrepreneur est tenu de faire constater avant son intervention tous les défauts et anomalies, faute par lui d'avoir procédé ainsi, toutes réfections devant être exécutées après son passage, sont à sa charge entière

## 1.9 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

### **REPRESENTANT DE L'ENTREPRISE**

L'Entrepreneur doit mettre à disposition du Maître d'œuvre un responsable technique, dûment mandaté, assurant tous les rendez-vous de chantier et de coordination.

Si le représentant de l'Entreprise est jugé incompetent par le Maître d'œuvre celui-ci peut en imposer le remplacement.

Le représentant doit être présent durant toutes les réunions et ne se libérer que sur accord du Maître d'œuvre si celui-ci juge que sa présence n'est plus indispensable.

#### **1.9.1 REUNIONS DE CHANTIER**

Les rendez-vous de chantier dont le jour et l'heure sont fixés par le Maître d'œuvre et l'OPC, ont lieu chaque semaine.

Les réunions de chantier sont animées et les décisions sont prises par un représentant de la Maîtrise d'œuvre et de l'OPC

Ils ont pour objet de contrôler le planning d'exécution, de prendre toutes décisions importantes.

De ce fait la présence des représentants des Entreprises est indispensable à chaque réunion et pendant tout son déroulement. Toutes absences non justifiées, la MOA /MOE mettra en place des pénalités.

Toute décision prise en l'absence d'un représentant de l'Entrepreneur ne peut être contestée par lui. Les décisions prises sur le Cahier sont consignées sur un compte rendu.

Si l'Entreprise n'a pas fait d'observations écrites par lettre recommandée au Maître d'œuvre dans les 8 jours (huit jours), les décisions portées aux comptes-rendus de chantier sont considérées acceptées sans réserve.

#### **1.9.2 REUNION DE MAITRISE D'OUVRAGE**

Le Maître d'Ouvrage et l'OPC organisent à leurs convenances des réunions dont la fréquence varie selon l'importance des problèmes à régler et auxquelles peuvent être invités le Maître d'œuvre et l'Entreprise dans les conditions définies à l'article précédent.

## **1.10 ANNEXE 1 - DECHETS DE CHANTIER**

### **1.10.1 TEXTES LEGISLATIFS - REGLEMENTATION**

Les déchets de chantiers de bâtiment devront être gérés et traités par les entrepreneurs dans le cadre de la législation en vigueur à ce sujet.

#### **CONTEXTE LEGISLATIF**

Les orientations de la politique des déchets sont précisées à partir de quatre lois essentielles.

Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975, modifiée, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.

Loi n° 76-663 du 19 juillet ' 1976 relative aux installations classées pour la Protection de l'environnement.

Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992, modifiée, relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Loi complétant et modifiant les deux précédentes.

Loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative aux renforcements de la protection de l'environnement.

### **1.10.2 AUTRES TEXTES OFFICIELS CONCERNANT LES DECHETS**

#### **TEXTES GENERAUX**

Décret n° 93-1410 du 29 décembre 1993 relatif aux modalités d'exercice du droit à l'information en matière de déchets (loi du 15 juillet 1975 - article 3.1).

Décret n° 95-1027 du 18 septembre 1995 relatif à la taxe sur le traitement et le stockage des déchets  
**CLASSIFICATION DES DECHETS**

Directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975, modifiée par la directive 91/156/CEE du 18 mars 1991 ; en application de cette directive, la commission a établi une liste des déchets, appelée " Catalogue européen des déchets ". Dans cette liste, les déchets de chantier sont classés au Chapitre 17.

Arrêté du 21 février 1990, modifié, relatif aux critères de classification et aux conditions d'étiquetage et d'emballage des produits dangereux.

Décret n° 95-517 du 15 mai 1997 relatif à la classification française des déchets dangereux.

Ce décret transpose en droit français les différentes directives européennes à ce sujet.

#### **DECHETS DE CHANTIERS ET EMBALLAGES**

Décret n° 92-377 du 1er avril 1992 relatif aux déchets résultant de l'abandon des emballages.

Décret n° 92-1074 du 2 octobre 1992 relatif à la mise sur chantier, à l'utilisation et à l'élimination de certains produits dangereux.

Décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages.

Directive 94/62/CEE du 20 décembre 1995 relative aux emballages et aux déchets d'emballages.

#### **DECHETS D'AMIANTE**

Décret n° 77-974 du 19 août 1977 relatif à l'élimination des déchets.

Décret n° 88-466 du 28 août 1988 relatif à l'étiquetage des produits contenant de l'amiante.

Circulaire n° 96-60 du 19 juillet 1996 relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment.

Circulaire n° 97-15 du 9 janvier 1997 relative à l'élimination des déchets d'amiante-ciment générés lors des travaux de réhabilitation et de démolition du bâtiment et des travaux publics.

Circulaire n° 97-320 du 12 mars 1997 relative aux conséquences de l'interdiction de l'amiante et de l'élimination des déchets.

#### INSTALLATIONS DE STOCKAGE DES DECHETS

Textes relatifs aux décharges contrôlées ou centres d'enfouissement de résidus urbains, de déchets de toute nature :

- \_ Circulaire du 11 juin 1987
- \_ Décret du 18 décembre 1992
- \_ Arrêté du 18 décembre 1992
- \_ Arrêté du 9 septembre 1997.

### 1.10.3 PRESCRIPTIONS ESSENTIELLES CONCERNANT LES DECHETS DE CHANTIER

#### CLASSIFICATION DES DECHARGES OU CENTRES D'ENFOUISSEMENT

Les décharges ou centres d'enfouissement sont actuellement classés en trois classes, à savoir :

- \_ Classe 1 pour déchets dangereux, et notamment les déchets d'amiante friable ;
- \_ Classe 2 pour déchets ménagers et assimilés, et déchets de chantier non triés, sauf ceux dangereux;
- \_ Classe 3 pour déchets inertes, ainsi que les déchets des matériaux non friables 'Contenant de l'amiante, dans la mesure où l'installation comporte des alvéoles dédiées à cet usage.

Jusqu'au 1er juillet 2002, les déchets ultimes, c'est-à-dire ceux qui ne sont plus susceptibles d'être traités ou partiellement valorisés, pourront être stockés dans des centres d'enfouissement ou des installations de stockage.

#### VALORISATION DES DECHETS DE CHANTIER

Les déchets totalement ou partiellement valorisables devront, dans la mesure du possible, être valorisés, selon leur nature, dans des conditions conformes à la législation :

- \_ Par réemploi ;
- \_ Par traitement de valorisation, selon le cas
- \_ Par l'entrepreneur dans une installation agréée,
- \_ Par cession par l'entrepreneur à une exploitation agréée pour assurer la gestion de déchets
- \_ Par valorisation produisant de l'énergie, le transport jusqu'à l'installation de traitement étant à la charge de l'entrepreneur.

Dans le cas de cession par l'entrepreneur des déchets valorisables à un tiers pour traitement, cette cession devra impérativement faire l'objet d'un contrat écrit.

Ce contrat devra notamment préciser la nature et les quantités de déchets faisant l'objet du contrat, le ou les types de valorisation, et tous les autres renseignements exigés par la réglementation.

#### CLASSIFICATION DES DECHETS DE CHANTIER

Les déchets de chantier peuvent être classés en différentes catégories, à savoir :

Les déchets inertes

Ce sont les déchets de béton, briques, tuiles, carrelages et autres matériaux ne se décomposant pas, ne brûlant pas et ne produisant aucune réaction chimique après stockage. Les déchets d'emballage

Sauf ceux pollués par les produits dangereux qu'ils ont contenus.



Les déchets ménagers et assimilés  
Les déchets dangereux

#### TRI DES DECHETS SUR CHANTIERS

Devront obligatoirement être triés sur chantier les déchets suivants :

- \_ Les déchets dangereux
- \_ Les déchets inertes
- \_ Les emballages.

Les déchets ménagers et assimilés pourront être triés ou non sur le chantier.

### 1.10.4 ÉLIMINATION DES DECHETS DE CHANTIER APRES TRI

#### DECHETS DANGEREUX

Les déchets dangereux devront être évacués dans une installation de classe 1.

Avant chargement, les déchets devront être ensachés, conditionnés et palettisés filmés, dans les conditions fixées par la réglementation.

#### DECHETS INERTES

Ces déchets devront être évacués dans une installation de classe 3.

#### EMBALLAGES - SAUF CEUX AYANT CONTENU DES PRODUITS DANGEREUX

Les emballages de chantier devront obligatoirement être valorisés par l'entrepreneur, décret n° 94609 du 13 juillet 1994. Le mode de valorisation est laissé au choix de l'entrepreneur, selon des critères de coût ou autres. Cette valorisation pourra se faire comme il est dit à l'article "Valorisation des déchets de chantier" ci-avant.

#### EMBALLAGES AYANT CONTENU DES PRODUITS DANGEREUX

Ces emballages seront évacués dans une installation de classe 1, après ensachage ou conditionnement réglementaire.

#### DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES, NON TRIES SUR CHANTIER

Dans le cas où ils ne sont pas triés sur chantier, ces déchets seront évacués dans une installation de classe 2.

L'entrepreneur pourra également transporter ces déchets non triés à un centre de tri.

#### DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES TRIES SUR CHANTIER

Les déchets incinérables pourront être transportés par l'entrepreneur à une installation produisant de l'énergie.

Ceux valorisables pourront être transportés par l'entrepreneur à une installation de valorisation ou de recyclage.

Les autres déchets seront évacués dans une installation de classe 2.

Il est rappelé que, conformément aux termes de la loi du 15 juillet 1975 et du règlement sanitaire départemental, le brûlage à l'air libre de déchets est strictement interdit.

#### TRANSPORT CLES DECHETS

Le transport des déchets de chantier devra être effectué dans le strict respect de la réglementation très précise à ce sujet.

#### DECHETS DANGEREUX

Le transport des déchets dangereux devra se faire conformément à la réglementation, et notamment:

\_ Les déchets devront être ensachés ou conditionnés et comporter l'étiquetage réglementaire - le véhicule, son équipement et ses papiers de bord devront répondre à la réglementation ; - le transporteur devra être habilité pour ce type de transport, et il devra respecter les instructions particulières qu'il aura reçues de la préfecture ou de la direction départementale de l'équipement concernant les itinéraires.

Pour les déchets d'amiante friable ou de certains produits de peinture, de terres polluées ou d'hydrocarbures, le transport devra faire l'objet du " Bordereau de suivi des déchets spéciaux " conforme au modèle administratif existant.

#### AUTRES DECHETS

Les autres déchets ne demandent pas de conditions particulières de transport, si ce n'est que l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour que les différentes natures de déchets ne puissent se mélanger lors du transport.

#### DECHETS INERTES UTILISES POUR REMBLAIEMENT DE CARRIERES OU AUTRES

Ne pourront être utilisés pour ce remblaiement que des déchets inertes tels que déblais de terrassement et matériaux de démolition.

Ils devront avoir été expurgés de tous déchets impropres à cet usage tels que bois et autres matériaux putrescibles, plastiques et métaux, ainsi que des plâtres.

Ce remblaiement devra faire l'objet d'un bordereau de suivi conformément à la réglementation.

Ce bordereau devra préciser notamment :

- \_ La provenance des matériaux de remblaiement, leur nature et caractéristiques, leur quantité et leur destination
- \_ Les moyens de transport utilisés
- \_ La conformité des matériaux utilisés à leur destination.

### 1.10.5 RESPONSABILITES - IMPUTATION DES FRAIS

#### PRODUCTEURS - DETENEURS

Pour les déchets de chantier de bâtiment, les entreprises seront tout d'abord producteur des déchets, du fait de l'exécution des travaux, et ensuite détenteurs.

#### IMPLICATIONS DU MAITRE DE L'OUVRAGE, MAITRE D'ŒUVRE ET COORDINATEUR SPS

Le maître de l'ouvrage doit, à la demande des entreprises, fournir tous les renseignements nécessaires en sa possession à ce sujet.

Dans les travaux de démolition et de réhabilitation, il doit permettre aux entreprises de constater, sur les lieux, les différentes natures de matériaux constituant les existants.

Le maître d'œuvre doit faciliter aux entreprises la gestion des déchets sur chantier et prévoir les emplacements nécessaires dans la mesure du possible.

Le coordinateur SPS doit, selon la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, inclure dans sa mission :

- \_ Les conditions de circulation des camions sur le chantier
- \_ Les conditions d'enlèvement des gravats et déchets.

Le plan général de coordination doit comprendre, dès le début de chantier, les mesures et conditions applicables au stockage sur chantier et à l'enlèvement des déchets.

#### IMPUTATION DES FRAIS DE TRI ET DE TRAITEMENT ET D'ELIMINATION DES DECHETS

**Tous les frais et coûts de la gestion des déchets, sur chantier, des traitements et d'élimination des déchets de chantier sont à la charge de chaque entrepreneur participant au chantier qui doit évacuer ses propres déchets et ce au fur et à mesure de leurs productions.**

**Ces frais et coûts seront à la charge de chaque entreprise**